



**Défaillances d'entreprises en France :
Bilan au T2 2024 et perspectives**

Conférence de presse
17 juillet 2024

01 **Conjoncture macroéconomique des entreprises**

02 **Bilan des défaillances au T2 2024 : le rattrapage se confirme**

101

Conjoncture macroéconomique des entreprises

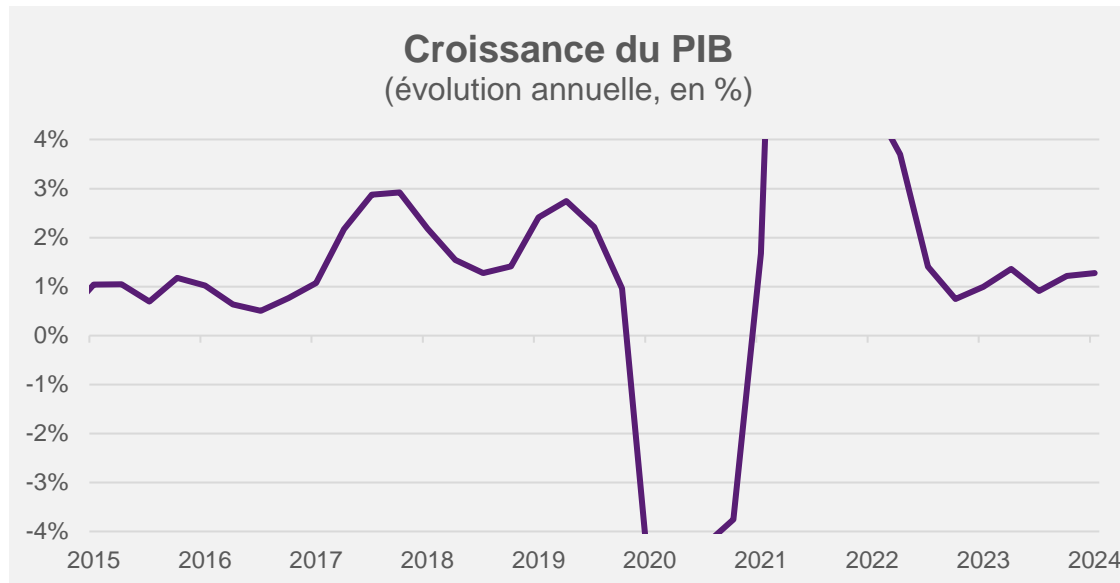


Un ralentissement marqué de l'activité, et donc des débouchés ...

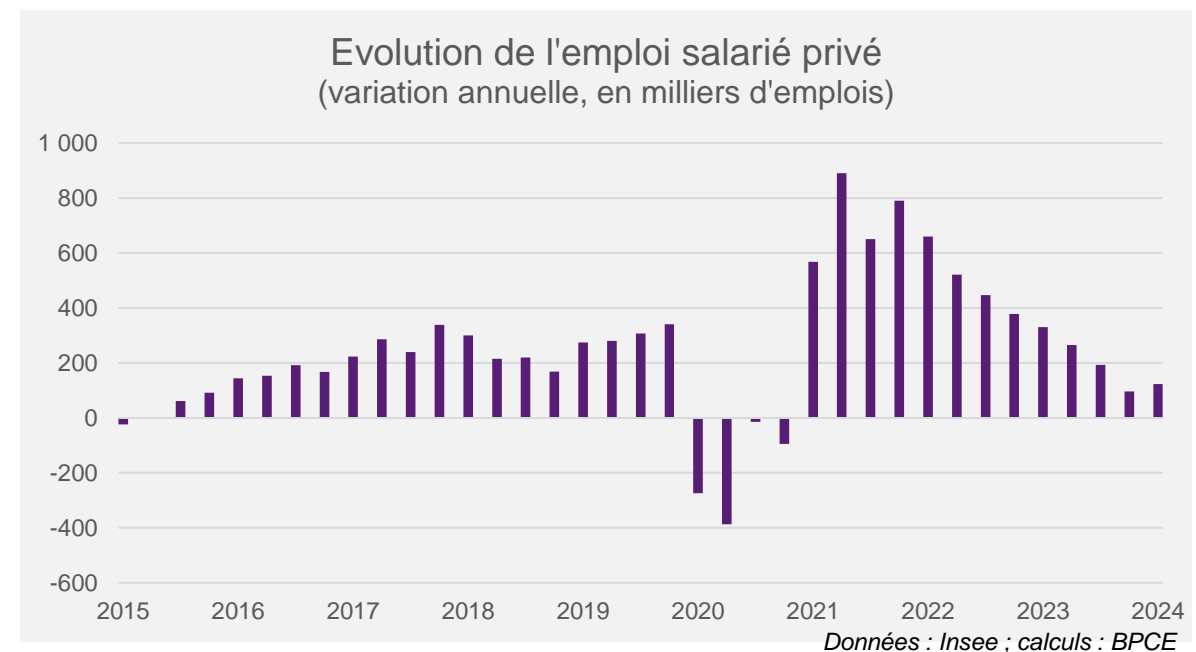
... mais l'emploi est très résilient

○ Une situation économique en demi-teinte :

- L'activité économique a résisté aux changements violents (pénuries énergétiques, inflation et hausses de taux, guerre en Ukraine ...)
→ croissance proche de son potentiel (+1,3% au T2) et 185 000 emplois salariés créés en un an, dont 123 000 privés
- MAIS l'activité reste contrainte, notamment par l'inflation et ses conséquences, et par l'héritage de la crise covid



Données : Insee ; calculs : BPCE

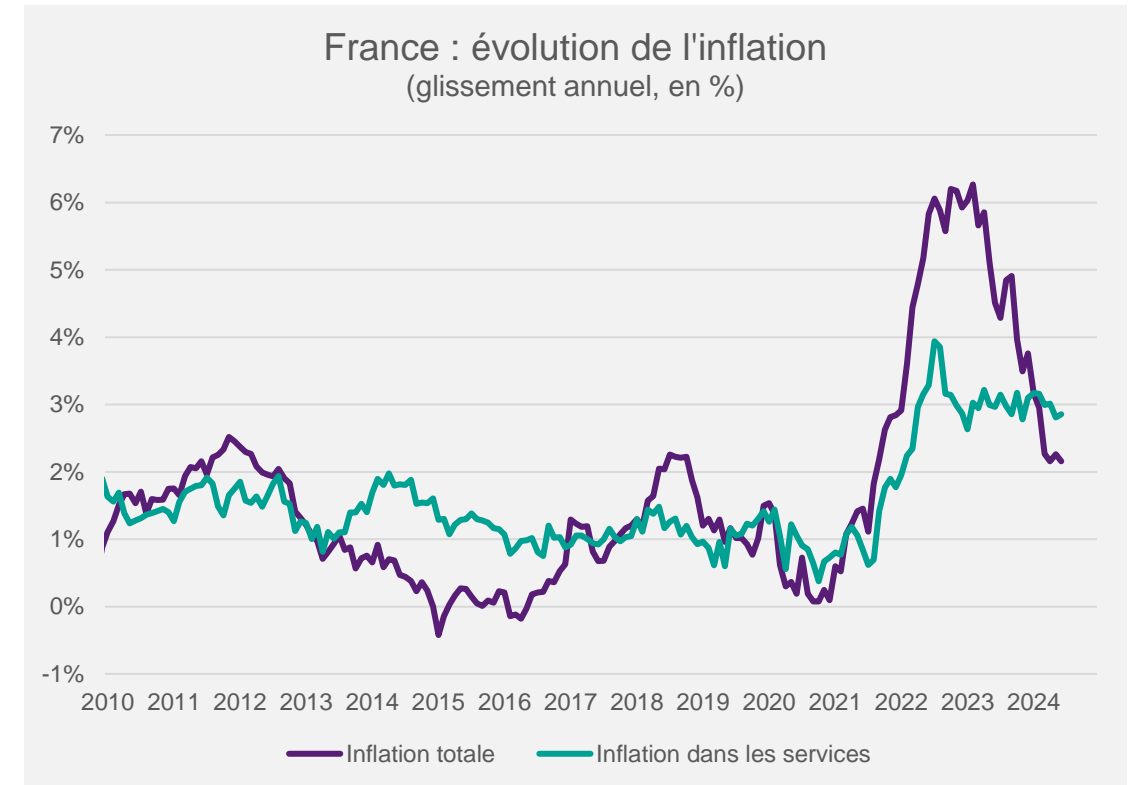


Données : Insee ; calculs : BPCE

L'inflation est rapidement revenue vers le seuil des 2% ...

... mais des taux qui restent élevés, malgré le recul des taux directeurs de la BCE

- ⊙ Face à la hausse de l'inflation, la BCE a réhaussé ses taux d'intérêt de 450 bp
- ⊙ Une désinflation est à l'œuvre depuis l'été 2023, aujourd'hui l'inflation est revenue au seuil de 2%
 - Une baisse limitée des taux directeurs en 2024 : 25 pb en juin, et probablement 1 ou 2 baisse(s) à venir d'ici décembre
 - **Mais** prudence de la BCE car en 2024 l'inflation est servicielle (= salaires), et n'est plus liée à l'énergie et l'alimentaire
 - **Les taux longs pourraient se maintenir aux niveaux actuels, soit 3,1 % (+/- 20 bp), mais une forte incertitude sur la politique économique (inflation salariale et déficit public)**



Données : Insee ; calculs : BPCE

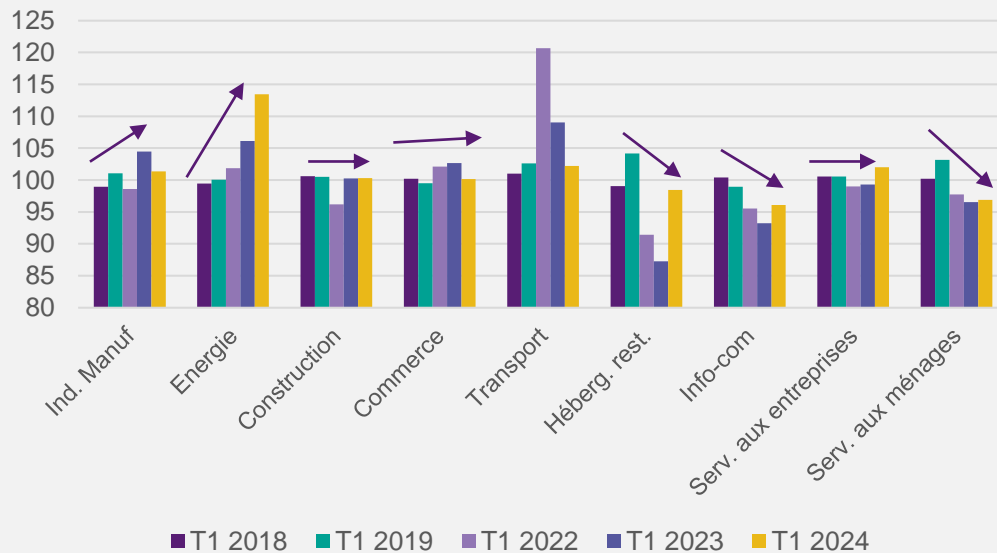
Pas d'effet sur les marges dans l'ensemble ...

... sauf dans les services et pour les plus petites entités qui sont plus impactées

- Des marges satisfaisantes au niveau macroéconomique (~32%) mais beaucoup de disparités :
 - selon les **secteurs** : plus forte pression dans les secteurs serviciels (notamment restauration, services aux ménages)
 - selon la **taille des entreprises** : pression forte sur les plus petites entités et moindre sur les plus grandes (taux de marge de **24% pour les PME** selon la BdF)

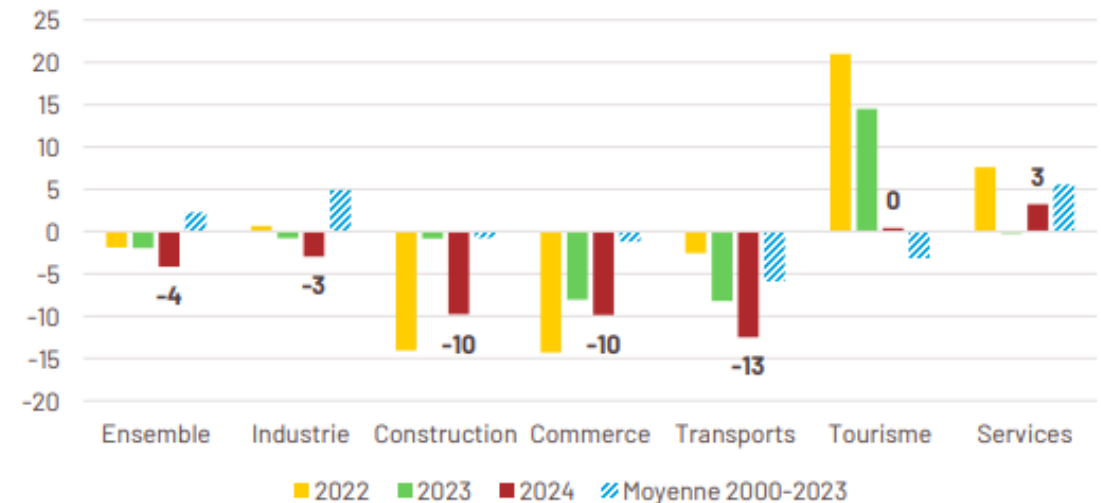
Toutes tailles d'entreprises (Insee)

Evolution du taux de marge des entreprises par secteurs
(base 100 = 2019)



TPE-PME (Enquête BPI-Le Lab)

Évolution de la rentabilité pour l'année en cours
(solde d'opinion en %)

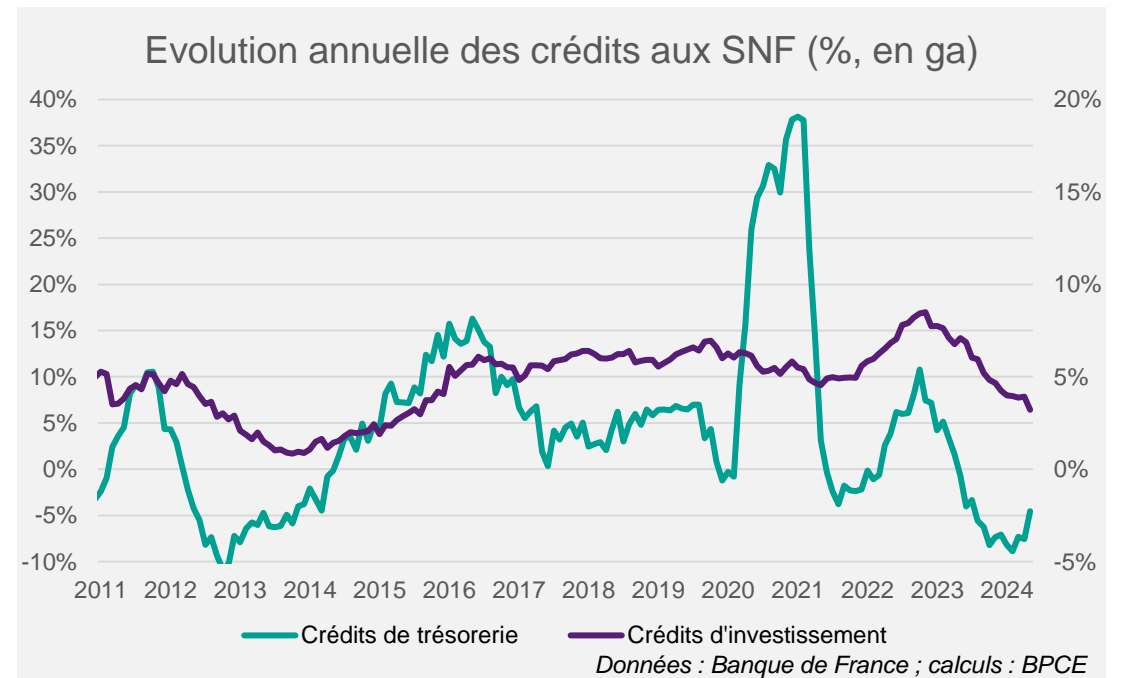
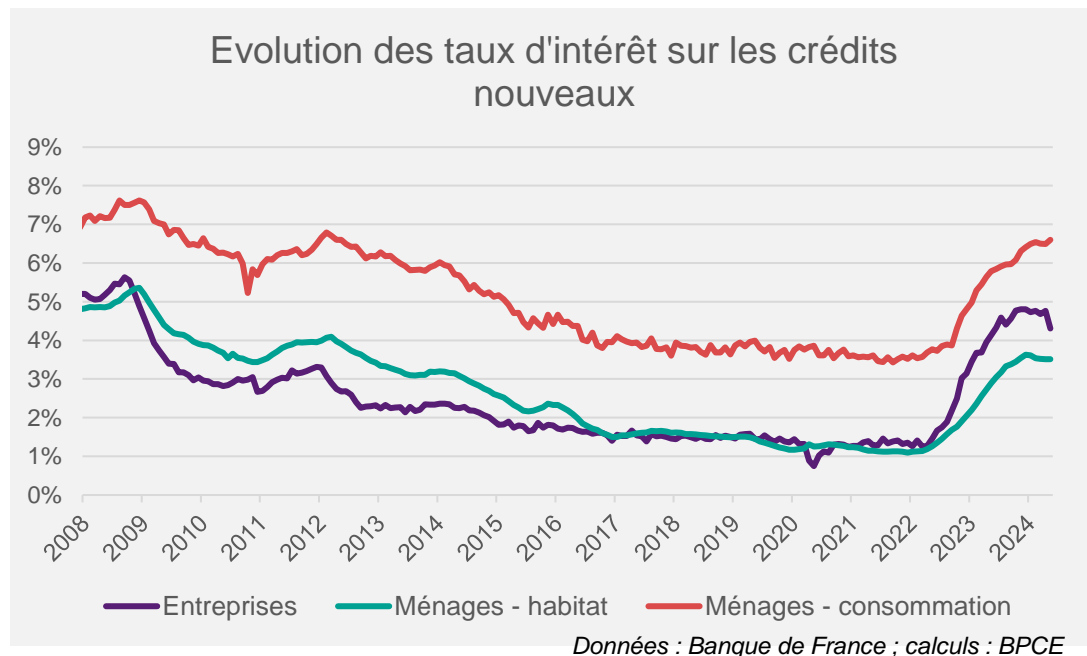


Champ : Total (N = 5136); Source : Bpifrance Le Lab

Cet environnement complexifie l'équation des entreprises

Hausse du coût de financement pour les entreprises et pour les ménages

- ⊙ Hausse du coût de financement pour les entreprises (entraînant des difficultés de financement) et pour les ménages (entraînant des contraintes pour les achats importants et leur projet immobilier)
- ⊙ Un ralentissement marqué des crédits à l'investissement et surtout un recul significatif du recours aux crédits de trésorerie (2/3 lié à un effet PGE et 1/3 lié à un « effet propre »)

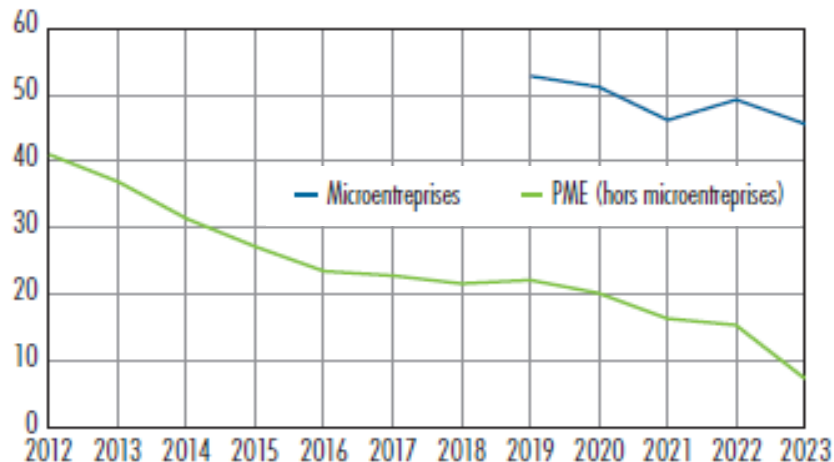


TPE-PME : une conjoncture difficile...

... mais une poursuite de la consolidation financière de long terme

- Les micro-entreprises et les PME ont remboursé 55% à 57% de leurs PGE à fin mars 2024, elles poursuivent leur tendance au désendettement relativement aux capitaux propres, en particulier si l'on tient compte de leur trésorerie (taux d'endettement net < 10% des capitaux propres, ci-dessous)
- Mais la situation conjoncturelle est médiocre, aussi bien en termes d'activité que de trésorerie...

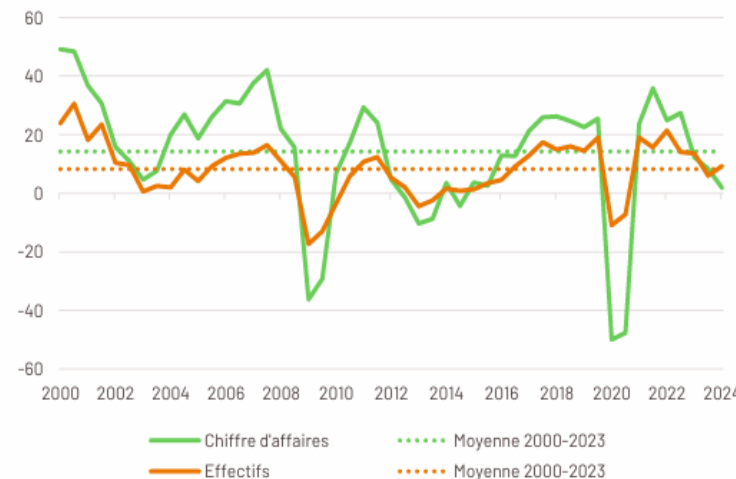
Taux d'endettement net des PME & microentreprises



taux d'endettement net = (endettement financier - trésorerie) / capitaux propres.

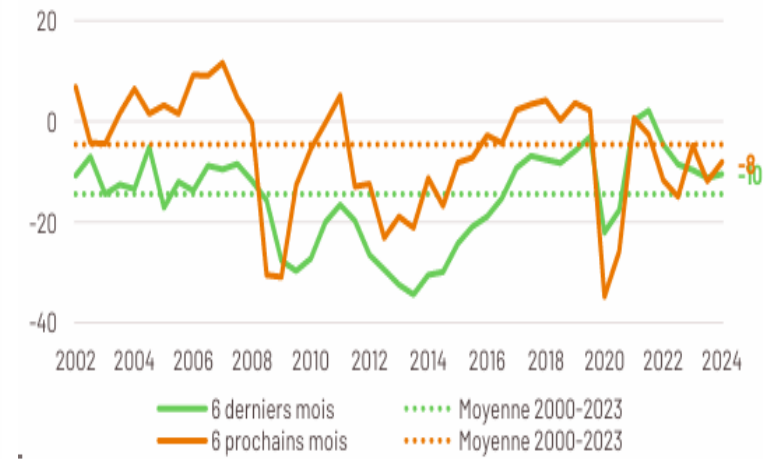
Source : Banque de France, base FIBEN, juin 2024.

Évolution de l'activité et des effectifs pour l'année en cours (solde d'opinion en %)



— Chiffre d'affaires
— Effectifs
..... Moyenne 2000-2023
..... Moyenne 2000-2023

Jugement moyen sur la situation de trésorerie passée et future (solde d'opinion en %)



— 6 derniers mois
— 6 prochains mois
..... Moyenne 2000-2023
..... Moyenne 2000-2023

Source : BPI Le Lab, juillet 2024

| 02

Bilan des défaillances au T2 2024 : le rattrapage se confirme



Le rebond des défaillances se poursuit au 2^e trimestre 2024 ...

... en lien avec le contexte économique peu porteur et un effet rattrapage

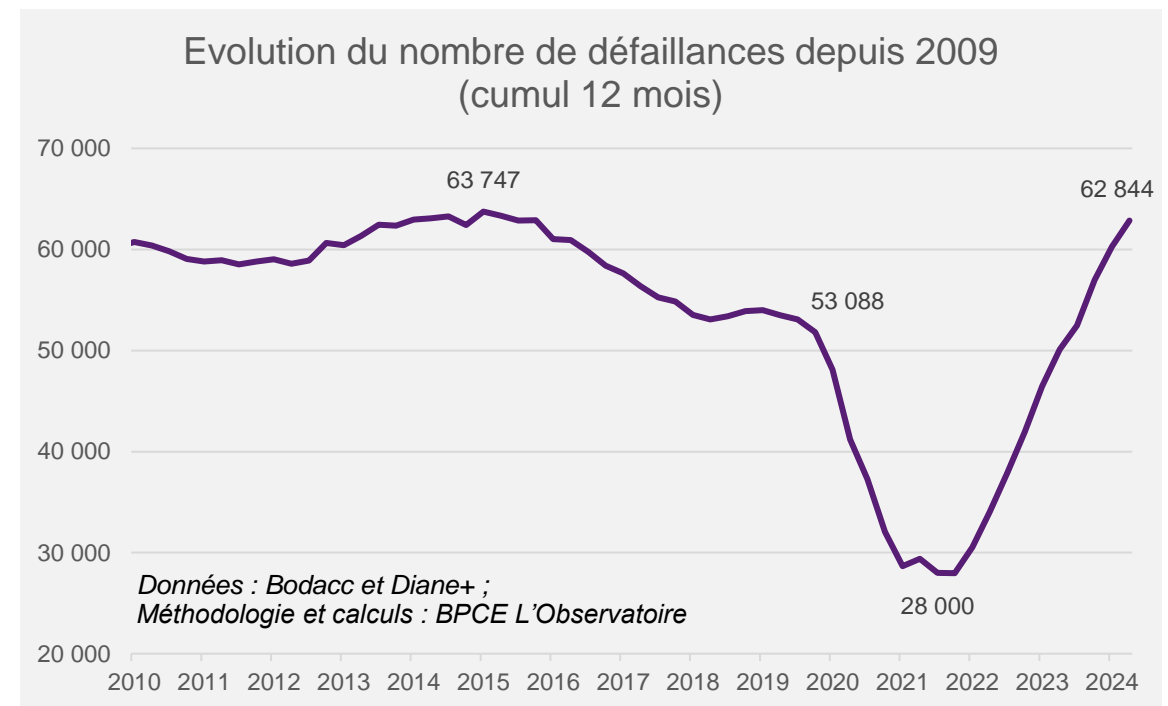
○ Un tournant depuis la fin 2023 :

- Ralentissement économique (sans récession)
- Impact inflationniste sur les marges et l'activité
- Hausse des taux : financement plus difficile
- Remboursement de la dette covid : PGE* (près de 20 Md€ remboursés en 2024) et aussi dette sociale et fiscale
- Reprise des recouvrements Urssaf (surtout à partir de septembre 2023)

→ **Le rattrapage des défaillances d'entreprises se poursuit en ordre dispersé**

*4% des TPE-PME déclarent des difficultés à rembourser leur PGE
// 29% l'auraient déjà remboursé d'ici la fin de l'année

62 844 défaillances d'entreprises en France sur les 12 derniers mois (+21% par rapport à 2019)

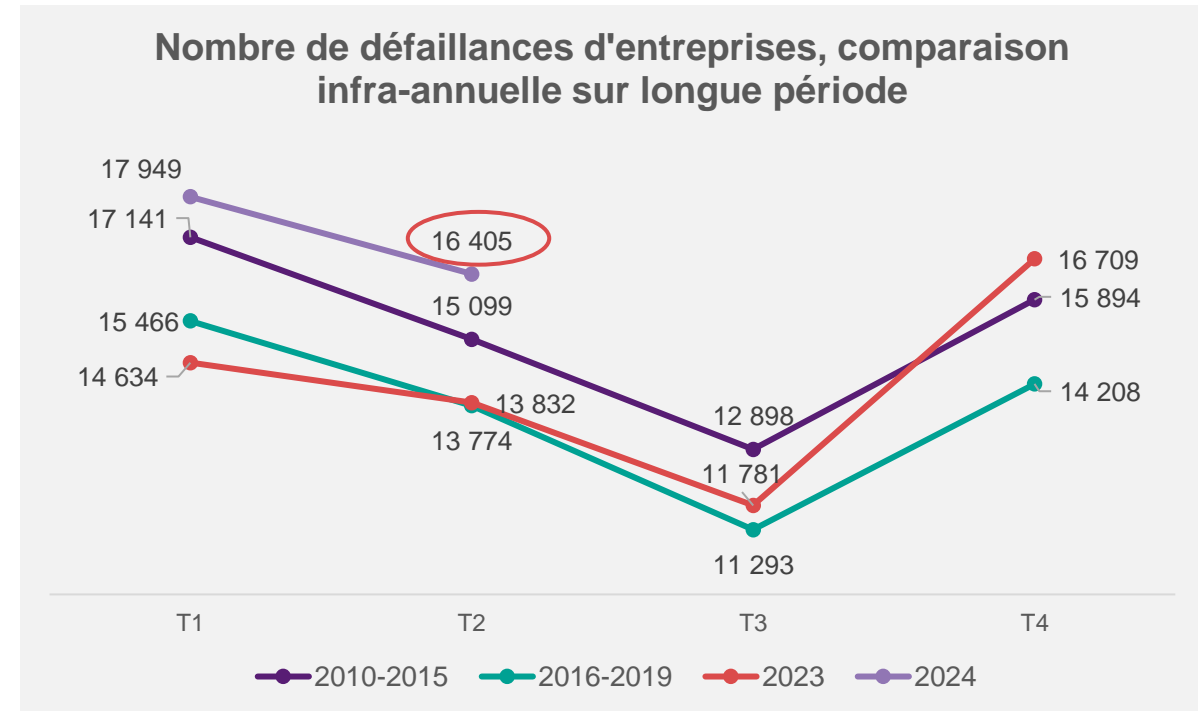
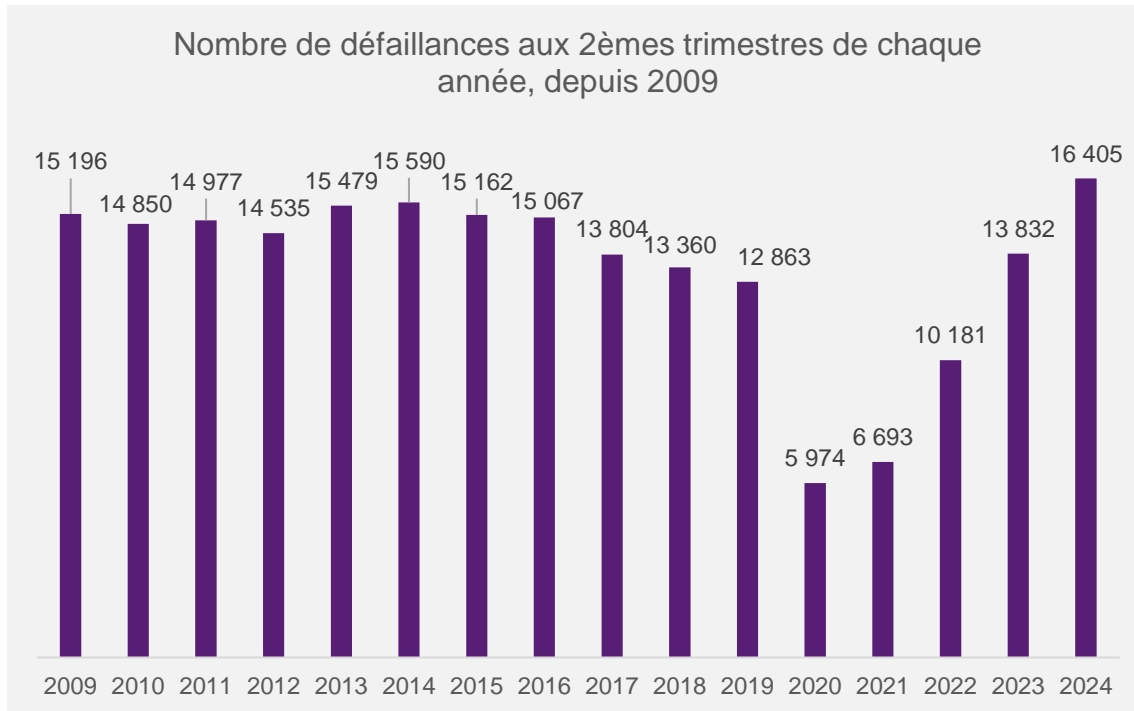


Signaux d'alerte (1/6) : une aggravation qui se poursuit

Le nombre de défaillances au 2^e trimestre 2024 est le plus haut depuis au moins 15 ans

16 405 défaillances d'entreprises en France au T2 2024 → c'est le pire 2^e trimestre depuis plus de 15 ans

- Depuis le 4^e trimestre 2023, : des défaillances très supérieures à période « défavorable » 2010-2015
- Le 2e trimestre 2024 confirme cette tendance



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (2/6) : des différences de taille

Les défaillances de PME-ETI toujours plus fréquentes

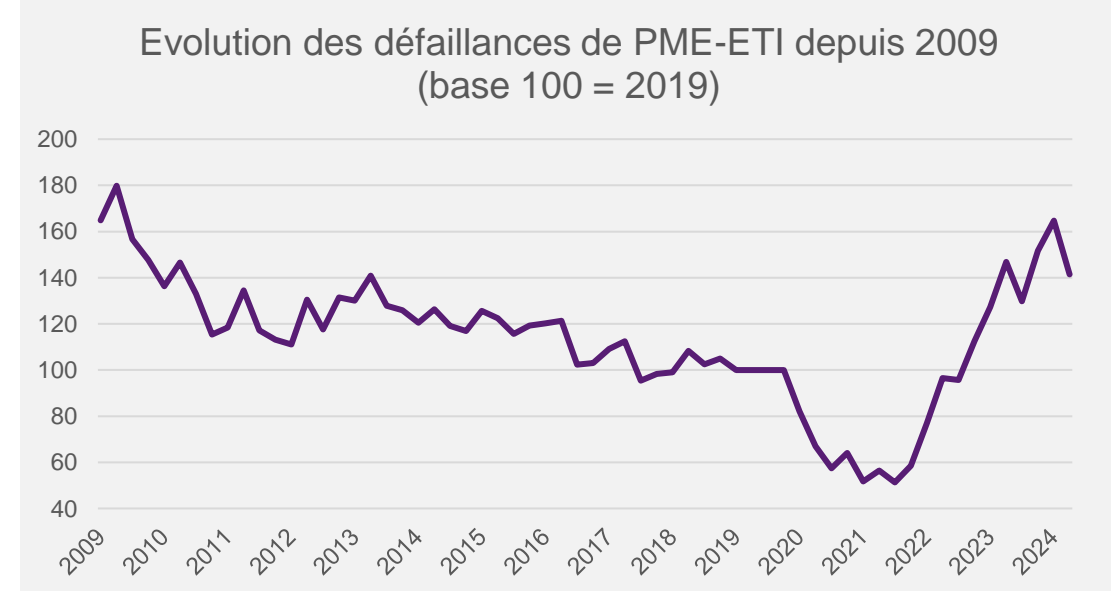
⊙ Une différence de taille dans l'évolution des défaillances depuis fin 2023 :

- **Plus petites entités** (moins de 3 salariés) : **niveau de défaillances encore limité**
- **TPE** (entre 3 et 9 salariés) : **niveau de défaillances plutôt élevé**
- **PME-ETI** : **niveau de défaillances très élevé**

→ Au 2^e trimestre, les défaillances de PME-ETI ralentissent, mais elles se maintiennent à un très haut niveau

Nombre de défaillances d'entreprises par taille depuis 2019

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (cumul T3-23 à T2-24)	Evolution 2024 vs 2019
Moins de 3 salariés	37 442	23 192	20 282	29 212	38 607	43 258	+16%
3 à 9 salariés	10 976	6 590	5 799	9 477	13 548	14 288	+30%
- 3 à 5 salariés	7 643	4 494	3 964	6 493	9 062	9 564	+25%
- 6 à 9 salariés	3 333	2 096	1 835	2 984	4 486	4 724	+42%
PME-ETI	3 399	2 288	1 878	3 283	4 801	5 298	+56%
- 10 à 49 salariés	3 041	2 006	1 702	2 987	4 322	4 766	+57%
- 50 à 99 salariés	229	171	105	200	276	321	+40%
- Plus de 100 salariés	129	111	71	96	203	211	+64%
Total	51 817	32 070	27 959	41 972	56 956	62 844	+21%



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (3/6) : un impact économique très élevé

Environ 264 000 emplois menacés par les défaillances sur les 12 derniers mois

Hausse des défaillances
(62 844 évènements ; +21% vs 2019)



Avec une surreprésentation de PME-ETI
dans les défaillances

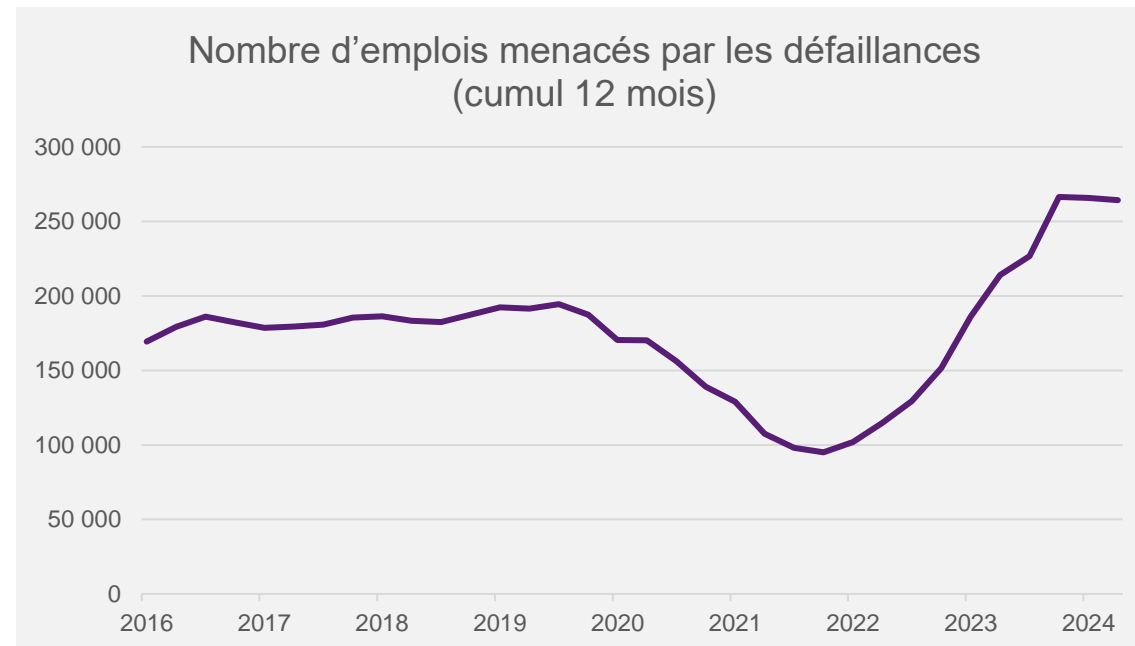


D'où un impact économique très élevé en
termes d'emplois
(264 000 emplois menacés sur les 12 derniers
mois ; +40% vs 2019) ...



... mais probablement aussi en termes de
valeur, de créances, de capital, d'interactions
interentreprises, etc

62 300 emplois menacés par les
défaillances d'entreprises en France sur le seul T2 2024



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Un fort rattrapage des défaillances de PME-ETI évitées en 2020-2021...

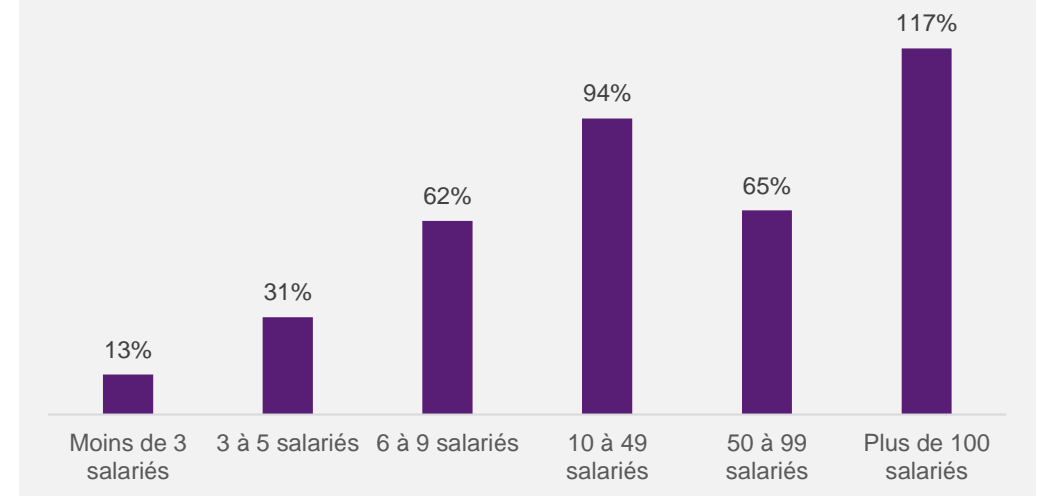
... et un rattrapage partiel pour les plus petites structures

22% des défaillances d'entreprises évitées pendant la crise (2020, 2021 et 2022) se sont manifestées
mais **93%** pour les PME-ETI

○ **22% en moyenne**, mais des différences selon les tailles :

- **Plus petites entités** (moins de 3 salariés) : **rattrapage très partiel**
- **TPE** (entre 3 et 9 salariés) : **rattrapage partiel**
- **PME-ETI** : **rattrapage total, voire au-delà**, des défaillances suspendues par la covid (93%)

Taux de rattrapage des défaillances évitées en 2020, 2021 et 2022, par taille



*Rattrapage en 2023 et 2024 des défaillances évitées en 2020, 2021 et 2022, avec le niveau 2019 comme situation contrefactuelle

Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

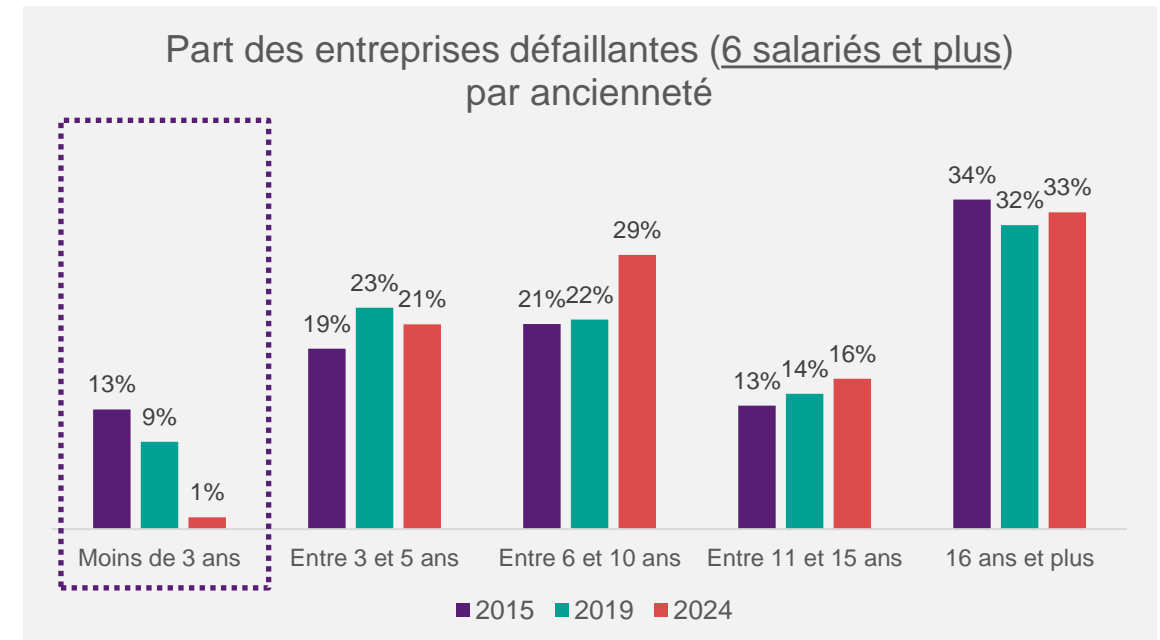
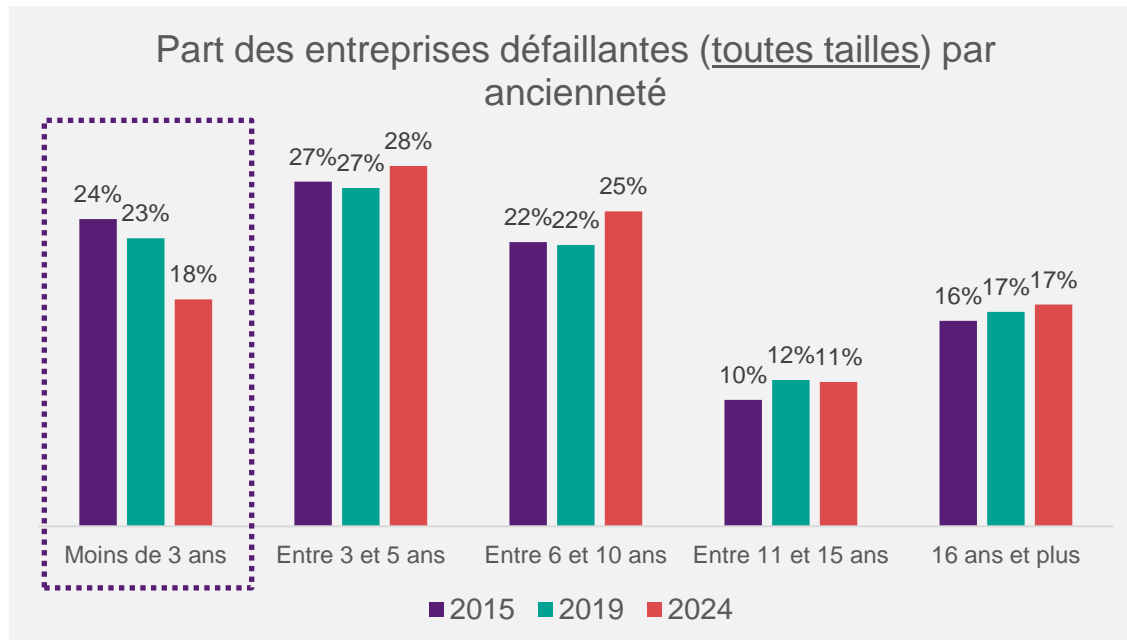
Signaux d'alerte (4/6) : pas d'« effet créations »

Seulement 18% des défaillances sont des entreprises créées récemment

Parmi les 62 844 défaillances (12 derniers mois), seules 18% d'entre elles ont été créées récemment (moins de 3 ans)

La situation est encore plus franche s'agissant des PME

L'actuelle vague des défaillances n'est pas du tout alimentée par la vague des créations d'entreprises



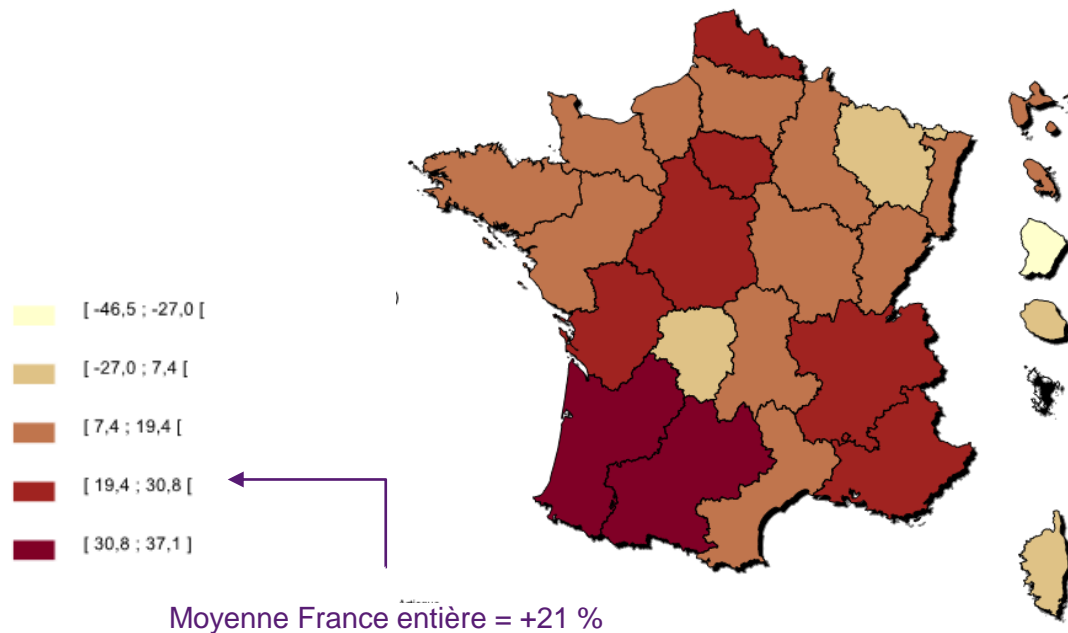
Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (5/6) : exposition territoriale hétérogène

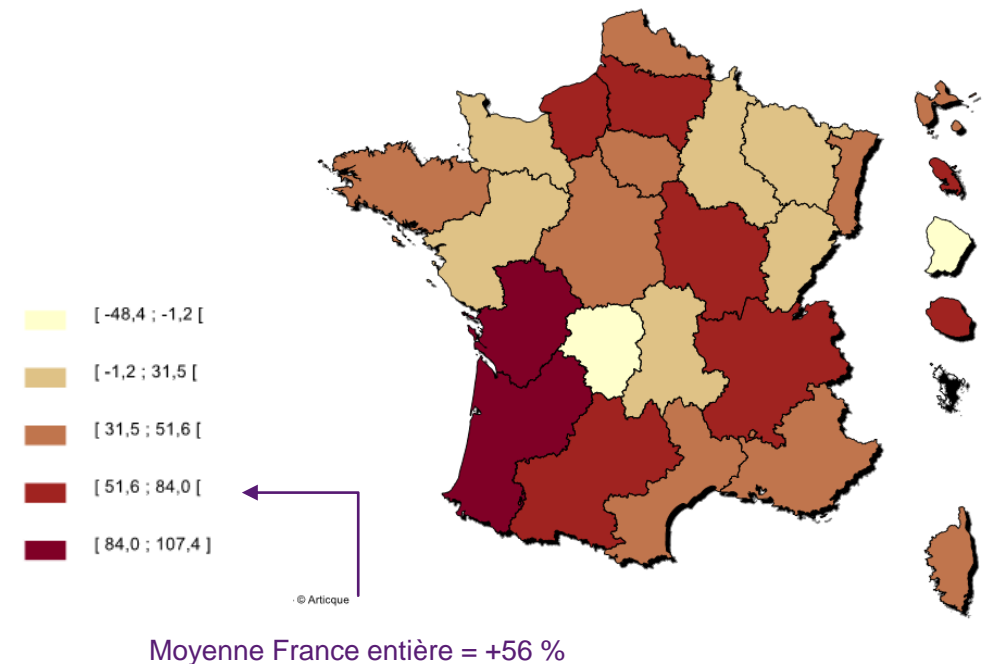
Aquitaine, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes et Martinique sont les territoires les plus touchés (segments TPE et PME), contrairement au Limousin, la Lorraine, la Guyane

3 facteurs potentiellement explicatifs : (i) Des cycles économiques plus ou moins amples selon les territoires ; (ii) spécialisation sectorielle ; (iii) comportement des Urssaf

Evolutions territoriales des défaillances pour toutes les tailles d'entreprises (12 derniers mois par rapport à 2019)

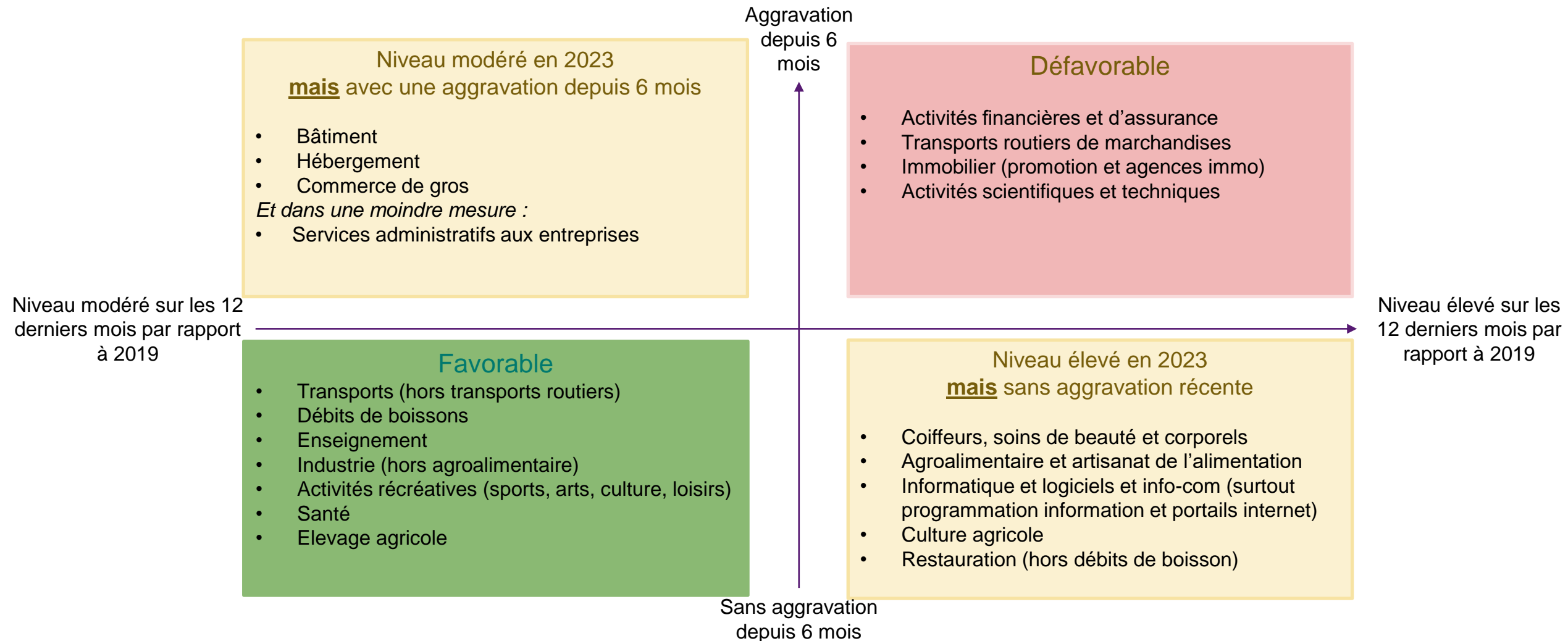


Evolutions territoriales des défaillances des PME-ETI (12 derniers mois par rapport à 2019)



Signaux d'alerte (6/6) : disparités sectorielles importantes

Les secteurs énérgo-intensifs sont plus épargnés (pour l'instant) ... contrairement à ceux exposés à la hausse des taux, au changement de comportement de consommation et fragilisés par la covid

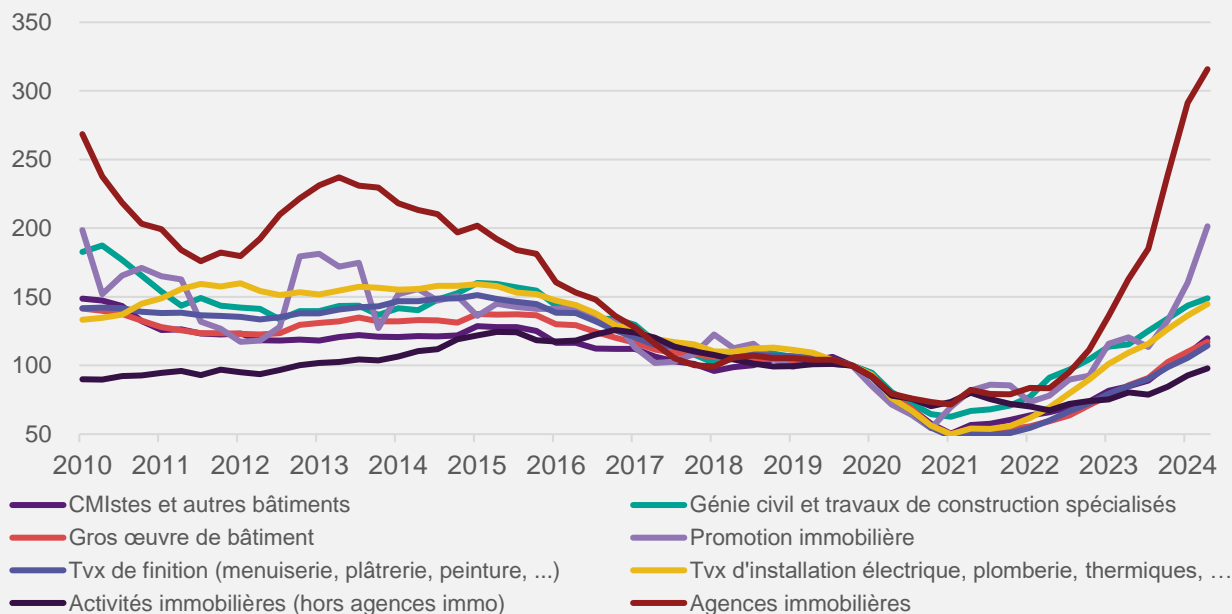


Le bâtiment et l'immobilier : désormais en « sur-défaut »

Une aggravation importante depuis 1 an et certains métiers sont particulièrement exposés

16 362 défaillances dans le bâtiment et l'immobilier sur 12 mois (+27% vs 2019)

Evolution des défaillances d'entreprises dans le bâtiment et l'immobilier, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



Dans le détail

- **Vulnérabilité des secteurs historiquement sensibles au retournement économique** : agences immobilières surtout, et, dans une moindre mesure, la promotion immobilière, génie civil, travaux d'installation (électricité, plomberie, isolation, ...)
- Une nette aggravation depuis l'été 2023, une surexposition des plus grandes TPE et surtout des PME
- **Le gros œuvre de bâtiment et les travaux de finition, plus résilients d'habitude se dégradent sensiblement pour l'instant** (cycles éco. plus longs dans ces secteurs)

Nombre de défaillances dans le bâtiment et l'immobilier

	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Construction	2 463	3 698	3 870	3 757
CMIstes et autres bâtiments	255	405	430	401
Génie civil et travaux de construction spécialisés	124	155	191	160
Gros œuvre de bâtiment	757	1 269	1 167	1 175
Promotion immobilière	42	84	152	153
Tvx de finition (menuiserie, plâtrerie, peinture, ...)	728	1 044	1 093	1 093
Tvx d'installation électrique, plomberie, thermiques, ...	557	741	837	775
Activités immobilières	377	709	818	670
Activités immobilières (hors agences immo)	199	374	429	378
Agences immobilières	178	335	389	292
Total Construction et Activités immobilières	2 840	4 407	4 688	4 427

Périmètre : Construction (codes NAF 41, 42 et 43) et Activités immobilières (code NAF : 68)

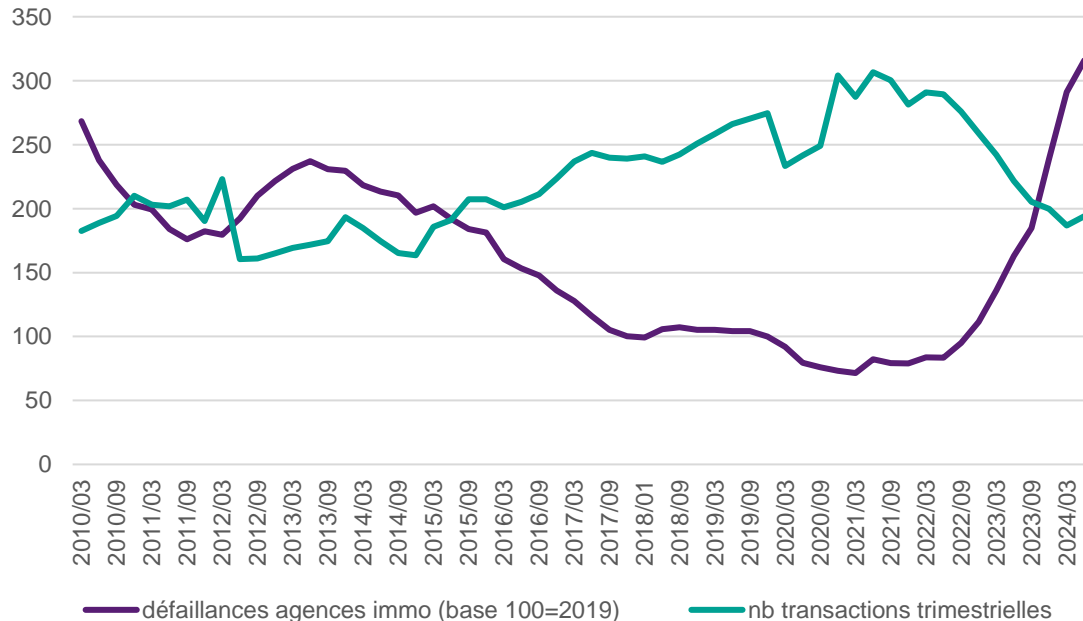
La chute de l'activité dans le neuf et l'ancien...

... un impact fort sur la sinistralité des agences immobilières et de la promotion

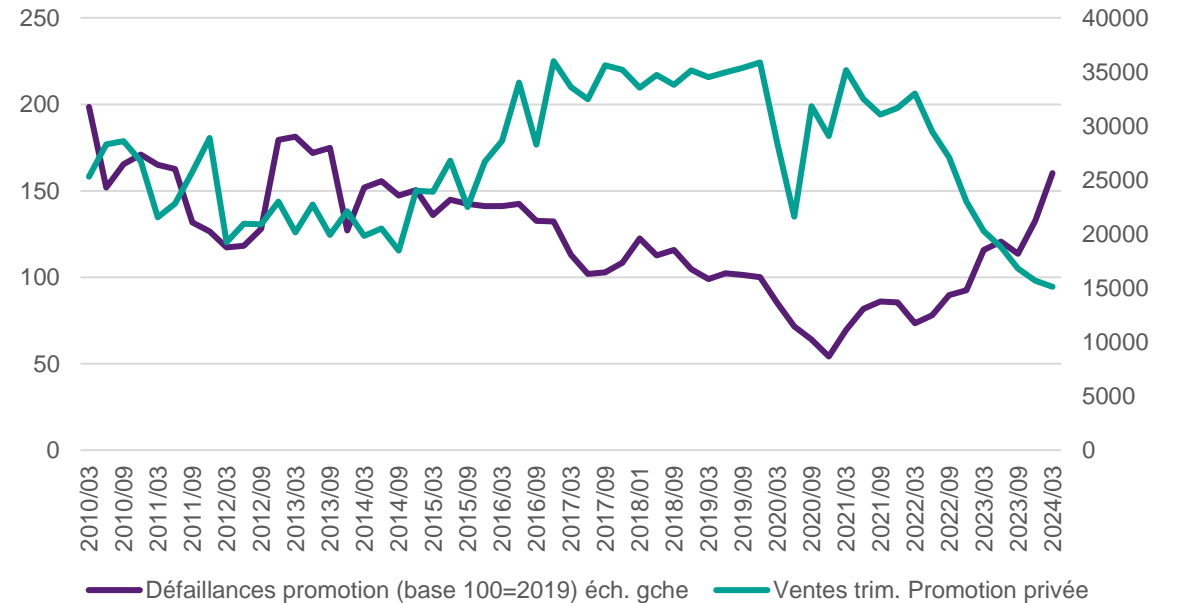
1 944 défaillances d'agences immobilières sur 12 mois (+216% vs 2019)

431 défaillances dans la promotion privée sur 12 mois (+101% vs 2019)

Agences immobilières : une forte corrélation aux transactions dans l'ancien



Promotion privée : une corrélation avec les ventes et la rotation de l'encours



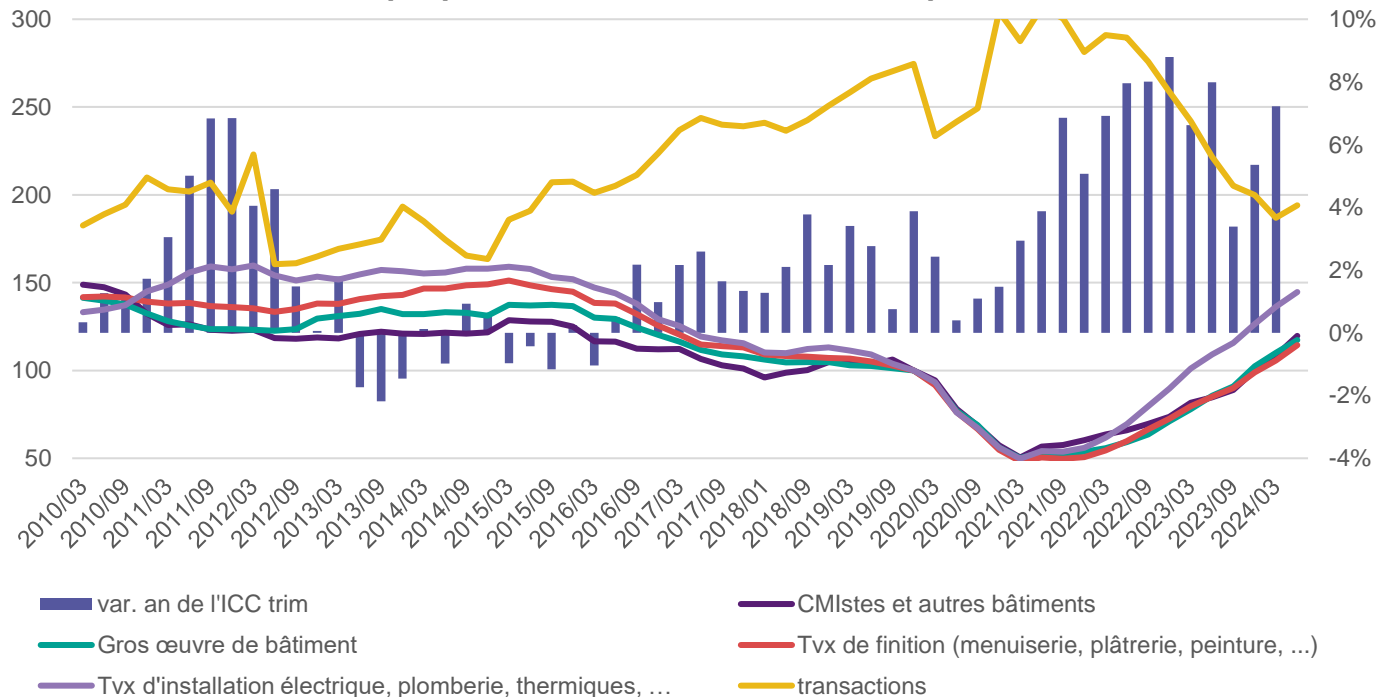
Une forte dépendance aux transactions des ménages...

... mais aussi un effet prix qui pèse sur les marges

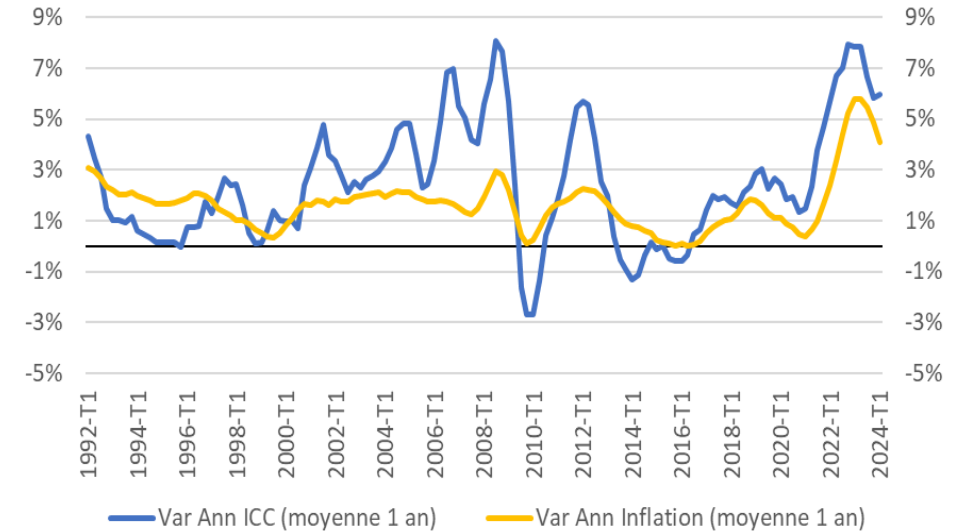
12 727 défaillances / an dans le bâtiment
 (+22% vs 2019) mais +45% sur les travaux d'installation
 (électrique, plomberie...) avec 2 910 défauts

Dont **4 368** défaillances
 dans le gros-œuvre sur 12 mois (+17%
 vs 2019)

Construction : un effet d'activité davantage dominé par les transactions que par la construction... et un effet prix



Indice annuel de l'ICC et de l'inflation



2 secteurs soumis à l'adaptation des ménages face à l'inflation

Focus sur le commerce et sur l'hébergement-restauration

Contexte :

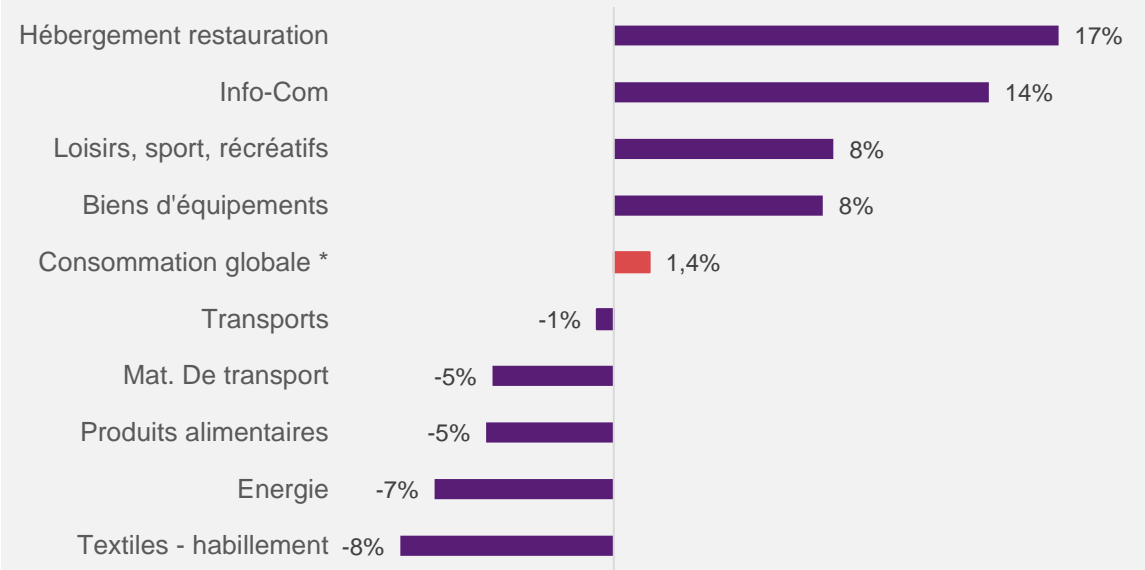
- Forte inflation, notamment dans l'alimentaire
- Très peu de gain de pouvoir d'achat (+0,6 % par ménage cumul depuis 2019)
- Crédit à la consommation en ralentissement
- Taux d'épargne plus élevé qu'en 2019

→ Changement de comportement de consommation des ménages :

- Réduction drastique des dépenses alimentaires, en habillement, et les achats de voitures
- Les dépenses dans les biens d'équipements et dans les services ont globalement été résilientes, notamment dans l'hébergement restauration

Evolution du panier de consommation des ménages par rapport à l'avant covid

(consommation en volume en T2-23 à T1-24 vs 2019)



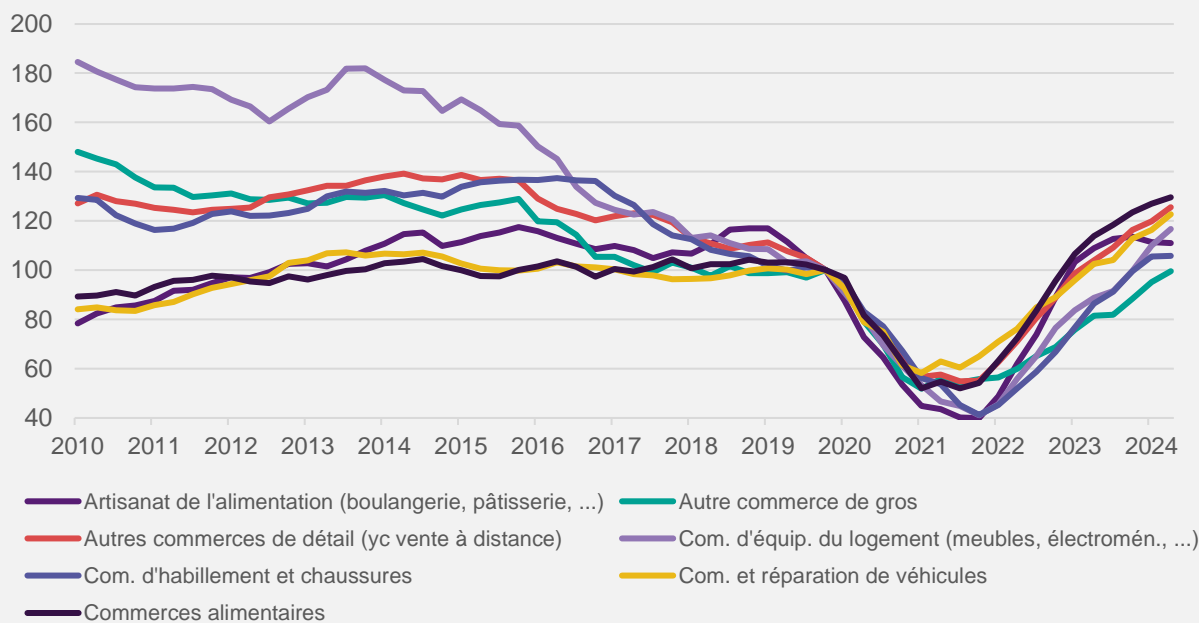
* Hors loyers et hors services non-marchands Données : Insee ; Estimations et calculs : BPCE

Le secteur du commerce : des réalités diverses ...

... avec les commerces alimentaires en proie à des difficultés majeures

14 636 défaillances dans le commerce sur les 12 derniers mois (+18% vs 2019)

Evolution des défaillances d'entreprises dans le commerce, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



Dans le détail,

- Une exposition sectorielle très nouvelle ...
 - ... en difficultés : les commerces alimentaires, les autres commerces de détails (surtout la vente à distance) et le commerce/réparation de véhicules, et plus récemment les commerces d'équipements / amélioration du logement
 - ... plus résilients : le commerce de gros, voire les commerces d'habillement/chaussure
 - Une décrue s'amorce pour l'artisanat de l'alimentation
- ... croissantes avec la taille des entreprises (surtout +10 sal.)
- Les néo-entreprises sont particulièrement résilientes (contrairement à celles créées entre 2013 et 2020)

Nombre de défaillances dans le commerce

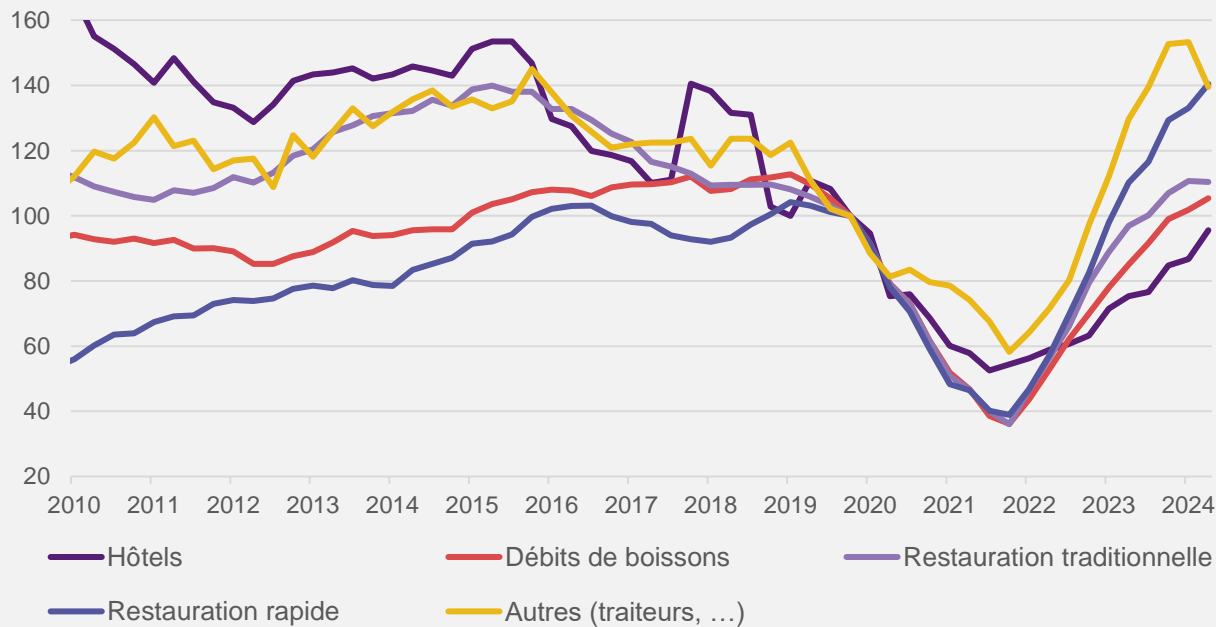
	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Commerces alimentaires	677	893	968	834
Artisanat de l'alimentation (boulangerie, pâtisserie, ...)	273	324	344	298
Autre commerce de gros	297	463	507	474
Autres commerces de détail (yc vente à distance)	515	607	685	679
Com. d'équip. du logement (meubles, électromén., ...)	326	439	507	438
Com. d'habillement et chaussures	274	396	465	394
Com. et réparation de véhicules	481	680	703	695
Total Commerce	2 843	3 802	4 179	3 812

L'hébergement-restauration : des réalités diverses ...

... mais un secteur globalement moins fragilisé qu'anticipé

8 371 défaillances dans le commerce sur les 12 derniers mois (+19% vs 2019)

Evolution des défaillances d'entreprises dans l'hébergement-restauration, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



Dans le détail,

- Une exposition sectorielle très disparate ...
 - ... en difficultés : restauration rapide, autre restauration (traiteurs), et autre hébergement (camping, maisons de vacances, ...)
 - ... plus résilients : les hôtels, les débits de boissons et, dans une moindre mesure, la restauration traditionnelle
- ... croissantes avec la taille des entreprises → doublement par rapport à 2019 pour les +10 sal.
- Les nouvelles entreprises sont largement épargnées ... celles créées entre 2014 et 2018 sont en sur-défaut
- Mais une dégradation récente du nombre de défaillances

Nombre de défaillances dans l'hébergement-restauration

	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Hôtels	46	88	82	86
Autres héberg. (camping, log. de vacances, ...)	12	25	42	37
Débits de boissons	263	314	326	309
Restauration traditionnelle	676	951	1 021	787
Restauration rapide	561	834	821	836
Autres (traiteurs, ...)	58	80	71	45
Total	1 616	2 292	2 363	2 100

Nombre de défaillances sur les 4 derniers trimestres

Une progression toujours marquée !

Nombre de défaillances par secteurs d'activité (niveau agrégé)

	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T2 2024 vs T2 2019	T2 2024 vs T2 2023
Agriculture	201	362	366	315	+1%	+3%
Industrie	860	1 081	1 205	1 022	+24%	+9%
Construction	2 840	4 407	4 688	4 427	+34%	+35%
Commerce	2 570	3 478	3 835	3 514	+26%	+16%
Transport & logistique	470	722	775	724	+37%	+33%
Hébergement, restauration, débits de boisson	1 616	2 292	2 363	2 100	+21%	+11%
Information & communication	363	485	493	527	+56%	+20%
Activités financières & d'assurance	135	203	242	168	+81%	+10%
Services aux entreprises	1 575	2 201	2 351	2 191	+34%	+21%
Services aux particuliers	562	696	795	699	+40%	+7%
Autres activités	575	765	818	700	-10%	-11%
NC	14	17	18	18	+13%	+6%
Total général	11 781	16 709	17 949	16 405	+28%	+19%

*scénario central soumis à des nombreux aléas

Persistance d'un niveau élevé de défaillances ...

... porté par le rattrapage des défaillances de TPE, après la vague des PME-ETI

65 000 défaillances prévues* en 2024 ...

(soit +14 % par rapport à 2023)

~

... avec un double effet : conjoncturel et rattrapage (notamment des TPE)

~

Autour de 260 000 emplois menacés en 2024

(proche du sommet de 2023)

~

Quelques perspectives en 2025 ?

Maintien des défaillances à un niveau élevé

(une marée haute, plutôt qu'un tsunami)

**scénario central soumis à des nombreux aléas*



Annexes

Des perspectives sectorielles hétérogènes en 2024

Plusieurs secteurs dans la tourmente, quelques secteurs en amélioration et l'industrie dans l'incertitude

Maintien des taux à un niveau élevé



Contrainte sur la solvabilité des ménages



Probablement **plus de défaillances** dans l'immobilier et le bâtiment en 2024

Erosion des marges, poids de la dette covid, mutations diverses (télétravail, digitalisation)



Probablement **plus de défaillances** dans la restauration en 2024

Erosion des marges dans les services et des débouchés + mutations diverses (IA, télétravail, ...)



Probablement **plus de défaillances** dans les services aux entreprises, et les activités scientifiques et techniques en 2024

Reflux de l'inflation + rattrapage salarial



Accélération de la consommation des ménages



Probablement **moins de défaillances** dans le commerce de détail, l'agroalimentaire et, dans une moindre mesure, dans les services aux particuliers (coiffures, soins, ...) en 2024

Difficultés de trésorerie + récession industrielle en Z€ ... mais des marges préservées dans l'ensemble



Incertain sur le niveau de défaillance dans l'industrie (hors agroalimentaire) en 2024



PARTENAIRE PREMIUM



groupeBPCE.com

